

## **Le Brésil et l'Iran**

*Cesario Melantonio Neto*

**L**e Brésil suit attentivement l'évolution politique de l'Iran et de son entourage régional; il désire accentuer ses contacts politiques, renforcer ses relations économiques et culturelles et intensifier ses rapports commerciaux avec ce pays.

Le Brésil est une nation dont les racines sont pluri-éthniques; il s'efforce d'enrichir une culture fondée sur la tolérance, le respect et la compréhension des différences. Il est donc naturel qu'il apprécie le "dialogue entre civilisations" proposé par l'Iran, idée rationnelle, pétrie d'humanisme et base de départ indispensable pour mettre les identités culturelles en valeur et favoriser une meilleure entente entre les peuples et les nations.

Le Brésil et l'Iran viennent de commémorer le premier centenaire de l'établissement de relations diplomatiques entre leurs deux pays.

## **Ampliation du dialogue politique bilatéral et multilatéral**

Le gouvernement brésilien souhaite approfondir ses rapports politiques avec l'Iran, aussi bien sur le plan bilatéral que multilatéral. Il appuie l'idée lancée par le président Mohammad Khatami d'un "dialogue entre les civilisations" comme point de départ de l'entente entre les peuples et les nations. Cette idée correspond à la tradition politique brésilienne, faite de tolérance et d'accomodement des divergences, caractéristique d'une culture qui accepte les différences et est ouverte à l'incorporation de valeurs exogènes aux racines nationales brésiliennes.

Les relations bilatérales sont cordiales, mais se situent en deçà du potentiel des deux pays. En Iran, le processus d'ouverture politique et économique en cours, malgré la résistance acharnée de certains secteurs de la hiérarchie religieuse fondamentaliste, est considéré par la majorité des observateurs comme étant irréversible en raison des pressions provenant des forces économiques et sociales du pays. Cette évolution contribue à renforcer la position externe de l'Iran dans son rôle d'interlocuteur international de poids et d'acteur-clef dans le cadre régional.

Le Brésil accompagne attentivement le processus politique iranien, où l'on remarque l'appui populaire considérable apporté au président Khatami et au projet réformateur qu'il a entrepris. Cet appui s'est traduit par sa victoire électorale très nette, en 1997, pour la présidence de la République islamique et en particulier au cours des élections législatives de février/mai de l'an 2000, scrutin qui avait assuré pour la première fois une majorité de représentants ré-

formistes au Parlement iranien. Le prestige du président Khatami a été confirmé lors de sa réélection pour un nouveau mandat de quatre ans, en juin 2002.

La politique extérieure du président Khatami s'est attachée à rompre l'isolement international provoqué par le radicalisme de la première phase de la révolution islamique en Iran, en cherchant à établir des rapports cordiaux avec ses nombreux voisins (au nombre de 13 si l'on inclue les voisins riverains du golf Persique), en vue d'une meilleure stabilité dans une région marquée par les conflits et d'un rapprochement avec les démocraties occidentales et tout particulièrement l'Europe. La priorité donnée au rapprochement avec l'Union Européenne est la marque de la politique extérieure iranienne.

Le Brésil suit avec inquiétude les remous internes de la politique iranienne où un retour au pouvoir de l'aile conservatrice anti-réformiste peut menacer les conquêtes libératrices du gouvernement du président Khatami. Un éventuel retour en arrière a été la cause des avertissements lancés par le chef de l'Etat iranien menaçant de se démettre de ses fonctions en face de l'attitude des conservateurs dont le chef de file est l'Ayatollah Ali Khamenei, à l'heure où le Brésil a été choisi par l'Iran comme partenaire prioritaire en Amérique latine.

Il est essentiel pour le rapprochement entre le Brésil et l'Iran que prévale l'idéal réformiste iranien.

### **Accroissement des relations économiques et commerciales**

La balance commerciale entre le Brésil et l'Iran a été favorable à ce dernier pendant la majeure partie de la dernière

décade. Au cours des années 1990, l'Iran a été le deuxième destinataire (après l'Arabie Saoudite) des ventes brésiliennes au Moyen-Orient (19% des exportations brésiliennes vers la région). Depuis 1998, les achats brésiliens de brut iranien ont pratiquement cessé (en raison d'un changement de politique de la Petrobras en ce qui concerne son ravitaillement externe) et les échanges ont commencé à enregistrer un superavit en faveur du Brésil. Le déficit commercial avec le Brésil est un sujet qui préoccupe les autorités iraniennes, d'autant que leur pays ne dispose pas d'excédent en pétrole, mais pourrait par contre exporter du naphte, de l'huile à diesel et du soufre.

Dans le but d'augmenter la présence commerciale brésilienne en Iran, le bureau de promotion du commerce de notre Ministère des Relations Extérieures a organisé, en coordination avec la Camex (Chambre de commerce extérieur), la venue d'une importante mission en Iran du 8 au 13 Septembre 2001 à laquelle ont participé des représentants de trente-huit entreprises brésiliennes et dont les résultats ont été jugés positifs.

Les exportations brésiliennes vers l'Iran ont atteint huit-cent cinquante millions de dollars en 2003. Ce chiffre correspond à une augmentation de 116,7% par rapport à l'année précédente. Les exportations vers l'Iran représentent 1,1% du montant total des exportations du Brésil.

Une analyse des importations brésiliennes en provenance de l'Iran, presque exclusivement de pétrole brut, montre un déclin accentué depuis 1997 en raison du changement des marchés fournisseurs de pétrole. Et cependant, les importations ont augmenté de 620% pendant les sept premiers

mois de 2002 à 2003, passant de 1 million 600.000 dollars en 2002 à 11 millions 800.000 dollars en 2003.

Pendant la période en référence, le solde de la balance commerciale a été positif pour le Brésil, passant de 205 millions entre janvier et juillet 2002 à 437 millions entre janvier et juillet en 2003. Cela signifie que le solde commercial brésilien avec l'Iran a augmenté de 12,6%.

De son côté, l'Iran améliore rapidement sa position entre les principaux marchés ouverts aux exportations brésiliennes. Toujours en référence à la période pré-citée, ce pays a gagné quinze points sur la liste des principaux marchés, remontant de la trente-deuxième à la dix-septième position. En ce qui concerne les marchés fournisseurs, l'Iran n'occupait en 2002 que la quatre-vingt-treizième place, pour remonter à la soixante-neuvième en 2003.

On peut signaler que la part des exportations brésiliennes représente 2,3% du total des importations de l'Iran: celles-ci se sont élevées en 2002 à 21 milliards 400.000 dollars. La part des importations brésiliennes en provenance de l'Iran correspond, de son côté, à 0,04% des exportations mondiales iraniennes qui se sont élevées en 2002 à 22 milliards 800.000 dollars.

Au cours des sept premiers mois de 2003, l'Iran a été, au Moyen-Orient, le partenaire principal du Brésil, recevant 33% des exportations brésiliennes vers cette région du globe. En revanche, l'Iran est au sixième rang des exportateurs du Moyen-Orient vers le Brésil, avec 1,3% des achats brésiliens.

L'Iran est un grand importateur de produits de base. Une étude des importations iraniennes en provenance du Brésil dénote ses capacités d'achats de produits tels que

viande bovine, volailles, huile de soja, maïs, tabac, cigarettes, machines et équipements agricoles, pièces automobiles, appareils de téléphonie et à air conditionné.

Les produits industrialisés que le Brésil exporte vers l'Iran représente 74% du total de ses exportations: huile de soja, pièces automobiles, machines et équipements agricoles, alliages de fer, cellulose, papier et carton, pompes et compresseurs. Dans le groupe des principaux produits de base, citons la viande bovine et de poulet, le soja, le maïs, le minerai de fer et l'amiante.

Le Brésil importe de l'Iran des raisins secs, des pistaches fraîches, des cuirs et des fourrures, des huiles brutes de pétrole et des carburateurs.

L'Iran est le premier importateur d'huile brute de soja du Brésil, le troisième pour le maïs en grain, le quatrième pour les tubes en fonte, le septième pour la viande bovine congelée et les composants azotés.

Concernant toujours les données de 2003, cent-soixante-seize entreprises brésiliennes ont réalisé des ventes en Iran. De ce chiffre, cent-quatre d'entre elles représentent 96,9% des exportations et les soixante-douze autres ont exporté moins de cinq cent mille dollars soit 3,1% du total.

De leur côté, quarante-deux entreprises brésiliennes ont importé des produits iraniens. Quarante-et-une ont effectué des achats de moins de cinq-cent mille dollars, soit 9,9% du montant total des exportations iraniennes.

## **Coopération institutionnelle et culturelle**

Les échanges culturels entre le Brésil et l'Iran se sont accrus à la suite d'une série d'initiatives, encouragées par

des visites bilatérales à Téhéran comme celle de Francisco Weffort, ancien ministre de la culture, en mars 2002, pour participer au séminaire "*Latinité et héritage islamique*" organisé par le professeur Candido Mendes, recteur de l'Université Candido Mendes, lui aussi présent et celle du directeur du musée d'art de São Paulo (MASP) pour préparer la venue au Brésil en 2005 d'une exposition très importante sur la civilisation perse, intitulée "7000 ans d'art iranien". Cette exposition sera montée au MASP (Musée d'Art de São Paulo) et au Musée National des Beaux Arts (MNBA) de Rio de Janeiro.

L'ambassadeur Masjed Jamei, directeur du bureau des affaires culturelles du Ministère des Relations Extérieures de l'Iran est venu au Brésil à la tête d'une délégation qui a participé au deuxième séminaire sur la *Latinité et l'héritage islamique*, du 10 au 13 Septembre 2002 à l'Université Candido Mendes à Rio de Janeiro. Un troisième séminaire autour du même thème a eu lieu en mars 2003 à Paris et un quatrième à Lisbonne, également en 2003. Le prochain séminaire aura lieu du 13 au 17 avril 2004 à Alexandrie.

Autre geste de rapprochement, l'ambassadeur Masjed Jamei a annoncé l'intention du gouvernement iranien de publier en farsi l'ouvrage du professeur Helio Jaguaribe "Une étude critique de l'histoire" et a manifesté son intérêt, compte-tenu de l'importance de l'industrie cinématographique dans les deux pays, de réaliser une étude sur les possibilités de co-production et de co-distribution de films. Cet intérêt s'est traduit par l'engagement de négociations pour un accord de co-production cinématographique.

Le président de la Radio-télévision iranienne IRIB (Islamic Republic of Iran Broadcasting) s'est rendu en visite au Brésil en 2002 et a rencontré plusieurs responsables du secteur audio-visuel, tel le directeur de Radiobras, l'ancien secrétaire aux communications de la Présidence de la République et le secrétaire à la Culture de l'Etat de São Paulo. Ces entretiens ont ouvert de nouvelles possibilités de coopération dans le domaine de l'audio-visuel et l'insertion, dans les chaînes éducatives, de programmes culturels en provenance des deux pays.

La promotion culturelle, ainsi que la coopération scientifique, technique et technologique, sont d'excellents domaines pour le renforcement des relations bilatérales et provoquent des retombées positives sur le plan commercial.

Les possibilités de coopération institutionnelle sont également nombreuses. Il existe, par exemple, un intérêt pour des échanges entre les Académies diplomatiques des deux pays et l'on pense à une prochaine visite du directeur de l'Institut Rio Branco à Téhéran.

## **Politique intérieure**

Dans le système politique instauré en 1979 par la Révolution Islamique, l'autorité maximum est détenue par le Wali Faguih (chef suprême) qui est, depuis 1989, l'Ayatollah Ali Khamenei. Le chef de l'Etat est le président Seyed Mohammad Khatami, élu par le peuple au scrutin direct. Dans ce système, l'Assemblée des experts, présidée par l'ex-président Ali Akbar Rafsandjani, joue un rôle dé-

terminant car elle dispose du droit de veto sur toute disposition qui “serait contraire à l'esprit de l'Islam”.

La structure confessionnelle de l'Etat islamique est modérée par la représentativité démocratique du chef de l'Etat, qui cherche à assimiler et expliciter les tendances séculaires d'une société complexe et qui, en son temps, fût modernisée.

Les idées conservatrices du Chef Suprême divergent profondément de la vision moderniste et réformatrice du président Khatami qui, quoiqu'il puisse compter sur le soutien majoritaire de la société iranienne, est souvent obligé de composer avec l'aile conservatrice qui conserve les rênes du pouvoir judiciaire, des media, des forces de sécurité, du Conseil de discernement et qui fait obstacle en permanence aux initiatives réformatrices du Président et de ses partisans.

Mohammad Khatami a été élu président par vote direct en mai 1997 avec 70% des voix et réélu en juin 2001 avec près de 80% des voix (21 millions de votes, soit près de 77% du total). Sa plateforme politique défend la modernisation du pays en s'appuyant sur une plus large liberté d'expression, une flexibilité des coutumes religieuses et sur une réapproximation avec les pays occidentaux et en particulier avec l'Europe. Sa réélection montre combien le président reste la personnalité politique la plus populaire de l'Iran, comptant sur l'appui des jeunes et de l'électorat féminin. Cette popularité s'érode cependant depuis 2003 à la suite des victoires continues que les conservateurs remportent sur les réformistes.

Le président Khatami a manifesté à ses interlocuteurs étrangers sa conviction que “le processus de démocratisation est nécessaire et fondamental” et qu'en ce sens, les ré-

formes politiques sont essentielles pour la stabilité sociale en Iran et pour l'adoption d'une législation favorisant le développement du pays.

L'aile réformiste qui soutient le gouvernement du président Khatami est consciente que l'insertion de l'Iran dans la communauté internationale et l'ouverture, en conséquence, de son marché intérieur aux investissements étrangers (obéissant à un régime légal compatible avec les paramètres occidentaux) sont indispensables pour que le pays parvienne, au cours des prochaines années, à créer des emplois pour les générations nées après la révolution de 1979 (75% de la population iranienne est âgée de moins de trente ans). D'après les estimations officielles, l'Iran devrait créer pendant les cinq prochaines années 700.000 postes de travail par an pour parvenir à absorber le contingent annuel de jeunes qui arrivent sur le marché du travail. On calcule que la population iranienne atteindra le chiffre de cent millions d'habitants en 2023.

Le président Khatami, pour contrecarrer l'aile conservatrice qui lui cherche noise en permanence, s'emploie à occuper l'espace politique intérieur en mettant sa stature d'homme d'état en valeur au moyen d'un agenda diplomatique très chargé. En dépit des pressions divergentes il évite, dans la mesure du possible, la confrontation directe avec ses adversaires; il met l'emphasis sur la nécessité du dialogue et invoque son engagement au respect de "la volonté populaire". Les conservateurs continuent d'hostiliser tout autant ses efforts en vue d'une plus large libéralisation du régime.

Au cours du premier semestre 2003 et dans le contexte d'une usure des fondamentalistes provoquée par une série

d'accusations de corruption et par la publication de chiffres négatifs dans l'économie (indices élevés de l'inflation et du chômage) résultants de l'échec du régime islamiste dans sa recherche de nouveaux investissements vers une économie encore partiellement fermée et de l'insuffisance de ressources pour que l'Etat puisse investir lui-même, le président Khatami a menacé de se démettre de ses fonctions si le mouvement réformiste continuait de se heurter à des obstacles créés par les conservateurs qui "cherchent à provoquer des tensions au sein de la société iranienne et qui pêchent en eaux troubles". Ces menaces, pour la majorité des analystes politiques locaux, semblent avoir un effet lointain.

De telles déclarations, faites dans l'ardeur des affrontements entre les conservateurs et les secteurs modernistes de la société iranienne, amènent de nombreux observateurs iraniens, y compris chez les conservateurs eux-mêmes, à craindre que l'Iran ne vienne à se trouver au seuil d'une nouvelle explosion sociale, que les conservateurs ont pu éviter jusqu'à présent.

La démission de l'ayatollah Jalaluddin Taheri est un signe de cette crise. Dirigeant spirituel d'Isfahan, éminente personnalité de la hiérarchie religieuse (lié à l'aile réformiste), il s'est éloigné de sa charge ecclésiastique après avoir accusé l'élite politico-religieuse du pays d'être corrompue, hypocrite et répressive. Dans sa lettre de démission, qui a contribué à aggraver le climat de frustration chez les réformistes (qui jouissent de l'écrasante préférence de la population), l'ayatollah Taheri a cité le chômage, l'inflation, la corruption, l'incompétence des autorités publiques et "la diabolique inégalité entre les pauvres et les riches" comme facteurs justifiant sa décision.

La philosophie du président Khatami se base sur le fait que l'incalculable contribution des apports culturels de la civilisation islamique à l'histoire de l'humanité justifie que le régime iranien puisse réaliser une nouvelle synthèse entre le séculier et la religion.

### **Politique extérieure**

La politique extérieure a constitué le succès majeur du président Khatami pendant son premier mandat (1997-2001). L'activité diplomatique intense déployée par le Président a dessiné un profil international prestigieux qui renforce sa stature et lui attire l'appui de secteurs de l'opinion interne. Ses voyages vers divers pays, y compris la Russie et même vers le Saint-Siège, aussi bien que les visites à Téhéran de mandataires de plusieurs pays européens, asiatiques et latino-américains, ont encouragé la diplomatie iranienne à développer ses rapports avec plusieurs pays et à orienter son action dans une direction plus en accord avec les tendances dominantes sur le scénario international.

Cette nouvelle position lui a permis d'élargir l'éventail de ses contacts et d'amoindrir la sensation d'isolement de l'Iran sur la scène mondiale. Les relations avec l'Union Européenne avancent, ainsi que les rapports avec les voisins arabes du Golf (malgré des divergences territoriales avec les Emirats Arabes Unis). L'Iran considère que l'Inde et la Chine sont ses principaux alliés sur le continent asiatique. En Amérique Latine, il est clair que la priorité est donnée aux relations avec le Brésil.

L'idée d'un 'Dialogue entre civilisations' en faveur de la paix et de la distension entre peuples et cultures différentes a servi d'instrument pour l'amélioration des relations politiques de l'Iran. La force inhérente de cet idéal pacifiste a amené les Nations Unies à déclarer 2001 'l'année du dialogue entre civilisations'.

En cherchant à échapper au stigmate d'un Etat nocif à la communauté internationale, (*rogue state*), l'Iran a obtenu des succès dans ses efforts pour rompre l'isolement, efforts favorisés par l'existence d'intérêts économiques (il possède 10% des réserves mondiales de pétrole) et par sa position stratégique dans la région (contrôle de l'accès au Golf Persique, ascendant sur les pays islamiques de l'Asie centrale et influence en Afghanistan). Les initiatives du président Khatami ont fait ressortir le rôle stabilisateur joué par son pays dans cette partie du monde. Il répète que 'la politique extérieure iranienne est surtout une politique de distension'.

En février 1998, l'Union Européenne a levé l'interdiction portant sur les rapports à haut niveau entre ses Etats membres et le gouvernement de Téhéran, rendant possible les visites en Iran de hautes personnalités allemandes, autrichiennes, britanniques, espagnoles, françaises, grecques, italiennes et portugaises. On note également des échanges de visite entre l'Iran et l'Australie, le Canada, le Chili, la Chine, la Colombie, la Corée du Sud, Cuba, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Russie, l'Uruguay, le Vénézuéla et le Vatican. Au cours des années 2002 et 2003, le Président Khatami a visité l'Autriche, l'Espagne, la Grèce, l'Inde, l'Italie, le Liban, la Malaisie et le Pakistan.

En relation aux Etats-Unis, le président a recherché un assouplissement dans les relations bilatérales depuis le début de son mandat, mais Washington n'a donné aucun signal de changement d'attitude, quoiqu'en avril 1999 le gouvernement américain ait suspendu une partie des sanctions économiques en vigueur en autorisant l'exportations de produits agricoles américains vers l'Iran. Ce dernier se plaint cependant que les importations américaines de produits iraniens demeurent proscrites.

Les préoccupations américaines vis à vis de l'Iran se cristallisent autour des aspects relatifs à la sécurité militaire. Depuis la fin de la deuxième guerre du Golf avec l'invasion de l'Irak en 1991, Washington a maintenu une présence militaire dans la région, destinée à contenir d'éventuelles menaces iraniennes contre les intérêts américains et ceux de ses alliés. Les Etats-Unis insistent sur le fait que la normalisation de ses relations avec l'Iran ne pourra intervenir que lorsque l'Iran aura déclaré officiellement qu'il renonce à appuyer le terrorisme (anti-Israel) et l'arrêt de la production supposée d'armes de destruction massive, y compris d'engins nucléaires, production que l'Iran a toujours niée. On espère prochainement l'adhésion de l'Iran au Protocole Additionnel au TNP.

La presse internationale a fait dernièrement état d'une reprise de contacts entre l'Iran et les Etats-Unis: à l'initiative de l'ex-président Rafsanjani, (dont on dit qu'il pourrait succéder à l'ayatollah Khamenei), une délégation iranienne composée par son fils Mehdi, (homme d'affaires lié au secteur pétrolier) et de trois membres du Ministère du Commerce Extérieur, aurait rencontré des diplomates américains à Genève en mai 2002. Ces rencontres auraient eu

lieu à l'insu du président de la République et du ministre des affaires étrangères mais aurait reçu l'aval du conseiller de politique extérieure de l'ayatollah Khamenei, le docteur Velayati (ex-ministre des relations extérieures).

Une éventuelle reprise du dialogue entre Téhéran et Washington signifierait que les secteurs les plus conscients de l'Etat iranien ont compris que dans un monde post-guerre froide et surtout depuis le 11 Septembre 2001, il n'est pas conseillé de s'obstiner à ignorer l'existence de la première puissance économique et militaire de la planète, attitude qui ne peut que porter préjudices aux principaux intérêts de l'Iran à moyen et long termes.

L'Iran a fait état de sa neutralité pendant l'intervention américaine en Irak, l'an dernier et n'a pas fait obstacle à l'invasion des troupes de l'alliance anglo-américaine. L'Iran a cherché, dès le début, à maintenir un dialogue avec les membres du Conseil de Gouvernement provisoire de l'Irak et appuie les travaux pour la rédaction d'une nouvelle Constitution, comme il le fait dans le cas de l'Afghanistan.

## **Terrorisme**

Le président Khatami a condamné les attentats perpétrés contre les Etats-Unis le 11 Septembre 2001, au nom du gouvernement et du peuple iranien. Ali Khamenei, Guide Suprême, a été moins rapide et ne s'est prononcé que plus tardivement. La réaction des deux dirigeants illustre les différences entre les visions du monde des deux courants, réformiste et conservateur, de l'Iran.

Lors du déclenchement de l'opération militaire américaine 'Liberté durable', l'Iran a fermé ses frontières avec l'Afghanistan après avoir accueilli plus de deux millions et demi de réfugiés afghans sur son territoire. L'Iran n'a jamais maintenu de bons rapports avec les dirigeants Talibans (fondamentalistes sunnites, tout comme Al-Qaida et appuyés initialement par le Pakistan). La production d'héroïne et d'opium par l'Afghanistan représente un très grave problème pour le gouvernement iranien : les répercussions sur le plan interne et externe, les difficultés économiques et la consommation de drogues s'étendent à travers le pays, qui est, de plus, accusé de servir de couloir pour le transport et la distribution de la drogue en Europe. D'après les statistiques de l'Agence de contrôle des drogues, deux millions de personnes sont consommatrices de drogues aujourd'hui en Iran. Dans un geste de bonne volonté, l'Iran a offert l'utilisation de ses pistes d'atterrissage par des avions militaires américains, en cas d'urgence, pendant l'attaque américaine contre l'Afghanistan. Ce geste témoigne d'un double désir du gouvernement iranien, celui de créer des canaux de communication avec les Etats-Unis et celui de vouloir être considéré comme un interlocuteur pour les questions politiques régionales qui le concernent également. L'inclusion de l'Iran, par le président G. Bush, dans la liste des pays intégrant le fameux 'axe du mal', dont font aussi partie l'Irak et la Corée du nord contredit, de fait, l'espoir que Washington pourrait modifier sa position. Mais, contre toute espérance, le président Khatami a cherché à Genève à ne pas rompre définitivement le contact avec le gouvernement américain.

L'allocution prononcée en décembre 2001 par Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, ex-président et actuel prési-

dent de l'Assemblée des experts, suggérant que le monde islamique développe la fabrication d'armes de destruction massive pour affronter Israël a certainement contribué à la prise de décision du président G. Bush.

Par ailleurs, la position radicale de la République islamique contraire aux positions d'Israël et l'appui fourni par l'aile fondamentaliste à certaines organisations de la résistance palestinienne, comme le Hamas (en Palestine), ou le Hizbollah (au Liban) qui utilisent des méthodes violentes et prêchent la destruction de l'Etat juif expliquent aussi la décision américaine.

## **Désarmement et Sécurité Internationale**

L'Iran est signataire des principaux instruments internationaux de désarmement et de non-prolifération d'armes de destruction massive, le Traité de non-prolifération nucléaire (TNPN), la Convention sur la prohibition des armes biologiques (CPAB), la Convention sur la prohibition des armes chimiques (CPAC). Il est en outre signataire du Traité de prohibition définitive des essais nucléaires et maintient des accords de sauvegarde avec l'Agence Internationale d'Energie Atomique (AIEA) pour le contrôle du caractère pacifiste de ses activités dans le domaine nucléaire. L'Iran demeure cependant un sujet d'inquiétude pour la communauté internationale, surtout pour les Etats-Unis, bien qu'il se soit engagé à adhérer au Protocole additionnel du TNPN.

L'Iran maintient un accord de coopération dans le domaine nucléaire avec la Russie pour la construction d'un réacteur nucléaire dans le Bushehr. La vision américaine

fait du réacteur, produit de la collaboration de deux pays membres du Traité et soumis aux inspections régulières de l'AIEA, une source de menace potentielle car, toujours selon les suspicions des USA, il pourrait dissimuler l'intention iranienne de fabriquer des armes nucléaires.

On discute, aux Etats-Unis, l'hypothèse d'actions préventives pour empêcher l'Iran d'obtenir la technologie nucléaire. D'après la CIA, les Iraniens se trouveraient sur le point de pouvoir fabriquer une bombe atomique dans les cinq années à venir. Les analystes pensent également que les Iraniens seraient capables d'obtenir, sans aucune aide, la capacité de produire des missiles à longue portée.

En ce qui concerne la technologie pour les missiles, l'Iran a appuyé la résolution de la 55<sup>ème</sup> Assemblée des Nations Unies qui a décidé la convocation d'un groupe d'experts gouvernementaux (*Panel of Government Experts*) pour étudier la question des missiles sous tous ses aspects. Il serait utile d'étudier l'évolution de la position iranienne en raison du développement du missile Shahab-3 et d'accompagner la manière dont le thème sera traité au niveau multilatéral.

## **Armes chimiques**

Avec un bon nombre de victimes en traitement permanent dans ses hôpitaux, l'Iran est partie prenante de la Convention sur la prohibition des armes chimiques (CPAC) et participe activement à l'Organisation pour la prohibition des armes chimiques (OPAC).

Le Brésil et l'Iran partagent la conviction qu'il faut parvenir à implanter la CPAQ de façon durable.

Le Brésil a participé activement aux négociations sur la CPAQ et a cherché à contribuer à son installation définitive. Le cours initial de l'implémentation de sa Convention est jugé positif et tient compte de l'équilibre entre les intérêts des Etats membres en matière de sécurité, du désarmement, de la non-prolifération et du développement de la coopération à fins pacifiques.

En 2002, l'Iran a voté avec le Brésil contre la destitution du Directeur-général de l'OPAC et s'est montré solidaire en différentes occasions avec les positions brésiliennes dans cet organisme.

### **Essais nucléaires**

L'Iran est signataire du Traité de prohibition permanente des essais nucléaires.

Le Brésil considère que ce Traité est une pièce fondamentale du régime international de désarmement et de non-prolifération nucléaire et a participé activement aux initiatives diplomatiques pour son entrée en vigueur de toute urgence.

### **Coopération pour le combat contre le trafic de drogues**

Le gouvernement iranien a présenté une proposition d'un Mémoire d'entente pour la coopération en matière de combat contre le trafic de stupéfiants, qui doit être signé par le Brésil et l'Iran. En dépit du départ de Mohammad Fallah, directeur du Centre iranien de combat contre le trafic

de drogues, qui avait effectué une visite au Brésil pour réitérer cette proposition, on peut constater que demeure l'intérêt des iraniens pour que se poursuive la coopération en ce domaine.

### **Coopération Brésil-Iran au G-15**

Créé en 1989, le Groupe des Quinze (G15) réunit chaque année les chefs d'Etat et de gouvernement de quelques uns des pays en développement les plus expressifs. Le G15 compte actuellement dix-neuf membres, l'Argentine, l'Algérie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Egypte, l'Inde, l'Indonésie, l'Iran, la Jamaïque, la Malaisie, le Mexique, le Nigéria, le Pérou, le Kenya, le Sénégal, le Sri Lanka, le Vénézuéla et le Zimbabwe.

Le G-15 travaille sur deux niveaux d'action:

a) La concertation politique autour des thèmes de l'agenda politique international. Recherche d'une action et d'une articulation aussi bien avec le G-7 qu'avec le G8.

b) La coopération entre les pays en développement, comme mécanisme d'encouragement à la coopération technique entre ses membres.

Sur le plan de la concertation politique, le Brésil et l'Iran pensent que le G-15 doit agir comme un forum d'échanges d'opinions et de rapprochement entre les positions sur des sujets de politique internationale de commun intérêt, en particulier autour des questions économiques. En ce sens, son action doit reposer sur le réalisme et sur une position de non-confrontation. La réunion des présidents du Brésil et de l'Iran pendant la dernière réunion du G-15 à Ca-

racas le 27 Février dernier a confirmé leur position commune au sujet du renforcement du dialogue sud-sud.

Le G-15 n'a cependant pas encore réussi à se doter d'instruments pour jouer le rôle qui correspondrait à l'importance de sa composition et à son potentiel, celui d'un canal de transmission vers les pays sous-développés en ce qui concerne les asymétries du pouvoir mondial, le protectionnisme des pays les plus puissants et leurs responsabilités envers le combat contre la pauvreté et l'exclusion sociale, ainsi que tout ce qui touche aux questions commerciales et de finances internationales.

L'Iran souhaite vivement coopérer avec le Brésil au G-15 dans le but de renforcer le rôle des deux pays là où leurs intérêts sont communs.

## **Conclusion**

Le domaine où les relations entre le Brésil et l'Iran ont le plus progressé est celui des échanges commerciaux où un superavit favorable au Brésil s'est élevé à près de huit-cent-cinquante millions de dollars. Ceci montre le grand potentiel du marché iranien pour les exportations brésiliennes.

Des entreprises comme la Petrobras, Odebrecht, Marco Polo, Schuler do Brasil, Infraero, Grupo M.A.T. de Cilindros e Válvulas, Guinle Petróleo, Copagaz Distribuidora de Gás Ltda., Fosfértil, Ultrafértil, Extremo Sul Frigorífico, Aracruz Celulose, Renault do Brasil S.A., Sertrading S.A., Cotia Trading S.A., Cross Lander, TAM, Grupo Verdi e O.P.P. Química S.A. ont pris contact en 2003 avec l'am-

bassade du Brésil à Téhéran à la recherche de nouvelles opportunités commerciales.

L'Iran est le premier partenaire commercial du Brésil dans la région, important 33% des exportations brésiliennes au Moyen-Orient en 2003. Ce dynamisme des importations iraniennes en provenance du Brésil justifie en lui-même un accroissement des visites de haut niveau afin d'améliorer encore les relations économiques et commerciales entre les deux pays.